



# LA RÉPUBLIQUE GÉORGIENNE

Rédacteur en chef: Elisabeth Orbéliani.

Revue politique et littéraire.—Hebdomadaire.—Tiflis.

## L'Indépendance de l'Arménie et les Problèmes à l'ordre du jour pour les Républiques Transcaucasiennes.

Après la Géorgie et l'Azerbaïdjan, les Puissances Alliées ont reconnu l'indépendance de l'Arménie.

Désormais, les trois Républiques Transcaucasiennes entrent, à droits égaux, dans la famille des peuples civilisés; désormais, leur indépendance devient la base fondamentale de leur existence. Elles voient s'ouvrir maintenant devant elles une voie vers un avenir meilleur; mais afin que cet avenir meilleur ne soit pas acquis au prix de sacrifices, afin de pouvoir développer leur existence sur une échelle plus large et plus utile, il est indispensable, avant tout, de solidariser nos Républiques et de coordonner leurs efforts.

Il est indispensable que les libres États de la Transcaucasie cessent, entre eux, toute discussion, tout heurt, tout conflit.

Aussi devons-nous saluer, avec joie,

la réunion des Ministres de nos trois Républiques,—réunion qui a eu lieu à Tiflis. Cette conférence a préalablement décidé d'établir, en Transcaucasie, des conditions internationales telles que les conflits armés entre les États Transcauciens soient rendus impossibles.

Si les décisions de la Conférence sont mises en pratique, alors tous les peuples de notre pays auront la possibilité de développer, dans une collaboration pacifique, toutes leurs forces intérieures.

Outre l'établissement de la paix et de la concorde entre elles, les Républiques Transcaucasiennes devront, dès maintenant, après leur reconnaissance, se rapprocher, le plus étroitement possible, de l'Europe Occidentale.

A ce point de vue, le succès est certain, sans aucun doute.

L'Europe Occidentale est, elle-même, intéressée à développer et à mettre en valeur les richesses de la Transcaucasie. Actuellement les cercles commerciaux et industriels de l'Europe nouent les relations les plus étroites avec nos États. Les rapports civilisés se fortifient entre l'Occident et nos Républiques.

A dater de la reconnaissance de notre indépendance, ces relations devront être établies le plus vite possible et être plus stables et plus solides qu'elles ne l'étaient jusqu'ici.

C'est avec une joie profonde que la République Géorgienne Indépendante a accueilli la nouvelle de la reconnaissance de l'indépendance de l'Arménie, de même qu'elle avait accueilli avec joie celle de la reconnaissance de l'Azerbaïdjan.

Le peuple géorgien est convaincu qu'en unissant leurs efforts, tous les Etats Transcaucasiens parviendront à solutionner les problèmes qui se posent actuellement à eux.

Il s'agit, avant tout, de créer une solidarité entre les peuples de notre pays et de resserrer leurs relations avec l'Europe.

## L'Ancienne Russie au 1 Janvier 1920.

On peut séparer tout le territoire de l'ancienne Russie de façon suivante:

a) Le territoire occupé par les Bolchéviks.

b) Le territoire soumis à l'Amiral Koltchak.

c) Le territoire appartenant aux nouvelles formations d'Etat.

d) Le territoire occupé par les Puissances Etrangères.

Il est indispensable de noter que la surface occupée ou soumise aux Gouvernements ou aux nouvelles formations d'Etat, ont subi, au cours de l'année passée, des modifications considérables, dépendant uniquement des succès militaires; les moments les plus caractéristiques de ces changements ont été le mois d'Août et la fin Décembre de l'année dernière.

Au mois d'Août, c'est-à-dire à l'époque des grands succès des Volontaires et des grands insuccès des Bolcheviks, la répartition du territoire de l'ancienne Russie, entre les

différentes nouvelles formations d'Etat, était la suivante:

1) Territoire occupé par les Bolchéviks. — Dans les limites de la Russie d'Europe, les Bolchéviks étaient absolument maîtres de 24 gouvernements, et, partiellement de 19. L'étendue du territoire équivalait à 5 millions de verstes carrées avec une population de 73 millions d'habitants. En Russie d'Asie, les Bolchéviks étaient maîtres de cinq provinces—1,398,756 verstes carrées avec une population de 6,890,100 habitants, (Voir l'atlas statistique de A. F. Marks). Par conséquent, le territoire, soumis au pouvoir des Soviet, équivalait à peu de chose près, en plus ou en moins à 6 millions et demi de verstes carrées avec une population de 80 millions d'habitants.

2) Le territoire soumis au pouvoir du Commandant Suprême.—Ce territoire comprend les provinces occupées par les troupes du Général Dénikine. Au mois d'Août, ce territoire comprenait: Le Gouvernement d'Omsk (Sibérie,—Amiral Koltchak), douze gouvernements et provinces couvrant un peu plus de 12 millions de verstes carrées avec une population de 19 millions; le Gouvernement d'Arkhangel (social - révolutionnaire Tchaikovsky, le Gouvernement d'Arkhangel et une partie du Gouvernement d'Olonetz), 798,212 verstes carrées, avec 580,400 habitants; au nord Ouest de la Russie, le Gouvernement du Général Ioudénitch—plus de deux mille verstes carrées, avec 400,000 habitants; au Sud de la Russie, le Gouvernement du Général Dénikine, (Armée Volontaire) 15 gouvernements et provinces y compris l'Ukraine, le Kouban, le Don, la République des Montagnards,—plus d'un million de verstes carrées avec 28 millions d'habitants, et enfin le gouvernement Nord Ouest, (ayant comme président l'avocat M. S. Margoulies) sans territoire.

Toute l'étendue du territoire qui avait été soumis à l'Amiral Koltchak et ensuite à son remplaçant le Général Dénikine, comprenait au mois d'Août dernier,—13,800,212 verstes carrées avec 47,980,400 habitants.

An mois de Décembre, le tableau change sensiblement. L'Ukraine échappe à l'influence du Général Dénikine; l'Amiral Koltchak perd les gouvernements de Perm, de Samara, de Tobolsk et de Tomsk. De plus le soulèvement bolchevik gagne tout le Trans-Baïkal, la province de l'Amour et une grande partie du gouvernement de l'Enyssei.

Le territoire du Général Ioudenitch n'existe plus; la république des Montagnards a échappé au pouvoir du Général Dénikine; le gouvernement d'Arkhangel a cessé d'exister.

De sorte que le territoire au pouvoir de l'Amiral Koltchak a diminué de  $\frac{3}{4}$ , et comprend environ, maintenant cinq millions de verstes carrées.

Quant à ce qui touche les deux autres catégories, les chiffres ne varient pas.

3) Le territoire appartenant aux nouvelles formations d'Etat.

Le Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan occupent toute la Transcaucasie (environ deux cent mille verstes carrées avec sept millions et demi d'habitants).

La république des Montagnards—(province du Daghestan, 26,106 verstes carrées 593700 habitants).—Les Ukrainiens (partisans de Petlioura-Directoire) chassés dans deux ou trois districts d'une superficie de six mille verstes carrées, avec une population de seize millions, dont dix millions de Polonais. (A la Pologne est jointe la Galicie Autrichienne, pour une durée de 25 ans).—Les Lettes, gouvernements de Riga, de Courlande et de Vitebsk—55,622 verstes carrées avec 2,6 millions d'habitants.—Les Esthoniens (Gouvernements d'Esthonie et de Lithuanie et District de Pskow) en tout 62 mille verstes carrées avec  $2\frac{1}{2}$  millions d'habitants.—La Finlande et une partie du gouvernement d'Olonetz, 320,000 verstes carrées avec  $5\frac{1}{2}$  millions d'habitants.

4) Le territoire occupé par les Puissances Etrangères.—La Bessarabie occupée par la Roumanie, (39,015 verstes carrées avec une population de  $2\frac{1}{2}$  millions d'habitants).

L'Allemagne conserve encore pour le moment les gouvernements de Courlande et de

Koven (55 mille verstes carrées avec une population de  $2\frac{1}{2}$  millions).

Telle est, dans ses grandes lignes, la carte de l'ancien Empire de Russie.

## La Note de Tchitchérine.

Presque simultanément avec la nouvelle de la reconnaissance, par le Conseil Suprême, de leur indépendance, la Géorgie et l'Azerbaïdjan reçurent une note de Tchitchérine, Commissaire aux Affaires Etrangères de la Russie des Soviet. Cette note renferme la proposition de conclure une alliance militaire avec le Pouvoir des Soviet contre Dénikine.

Le lecteur trouvera dans ce même numéro de notre journal la réponse des deux Républiques à cette proposition, ainsi que la note de Tchitchérine.

Les Ministres des Affaires Etrangères de la Géorgie et d'Azerbaïdjan, en répondant à la note de Tchitchérine, soulignent que la politique de nos Républiques ne sort pas du cadre de défense de leur neutralité, et qu'en défendant l'indépendance du pays, ni la Géorgie, ni l'Azerbaïdjan, ne veulent se mêler dans les affaires d'un pays qui leur est étranger.

Nos Républiques ne pouvaient évidemment pas faire d'autre réponse à cette proposition bolschévique.

En réalité, que nous veut le Pouvoir des Soviet?

Il demande l'intervention dans les Affaires russes des forces armées de nos pays. Il exige que les régiments de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan aillent en Russie, imposer au peuple russe le pouvoir des Soviet au lieu du Pouvoir de Dénikine. Pourquoi les Républiques Transcaucasiennes doivent-elles intervenir dans les affaires russes? Pourquoi, enfin, doivent-elles verser le sang de leurs fils pour le triomphe du Bolchévisme? Tchitchérine laisse toutes ces questions sans réponse.

La Géorgie et l'Azerbaïdjan ne veulent naturellement pas être entraînés dans la guerre civile russe, et ont répondu dans ce sens à Tchitchérine.

Outre la défense de leur neutralité, outre leur désir de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays étrangers, la réponse négative, faite à la proposition du commissaire aux affaires étrangères, a été dictée à nos Républiques par leurs relations réciproques avec le Pouvoir des Soviet. Une alliance militaire sousentend et comporte, entre les Puissances contractantes, une compréhension générale des buts et des problèmes communs.

Quoi de commun entre les Républiques Transcaucasiennes et le Pouvoir des Soviet?

Tandis que nous nous efforçons opiniâtrement et inlassablement de créer notre vie d'Etat sur le modèle des organisations d'Etat européennes, le pouvoir des Soviet épuise, dans des expériences et de vaines aventures, les forces de son peuple et ruine son pays.

Tandis qu'en politique extérieure, nos républiques s'efforcent de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays et des peuples étrangers, de conserver avec eux et de fortifier leurs relations de bon voisinage, le pouvoir des Soviet s'efforce d'imposer aux autres peuples son monstrueux mode d'administration. Le pouvoir des Soviet et nos Républiques sont deux antipodes au point de vue compréhension d'Etat, deux antipodes politiques. Quelle entente pourraient-ils conclure?

La réponse à la note de Tchitchérine est donnée. Cette réponse découle de la pensée fondamentale, de la volonté, de l'unité d'action politique des peuples de la Transcaucasie. Et nous pensons que cette réponse mettra Tchitchérine à même de comprendre combien sont vaines toutes ses tentatives pour faire intervenir les Etats Transcaucasiens dans les affaires de Russie, et pour leur imposer une alliance avec le Pouvoir des Soviet qui leur est étranger et hostile.

## La Russie des Soviet et la Géorgie.

Le 6 Janvier courant, le Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie, E. P. Guéguetchkori a reçu de Tchitchérine, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de la Russie, le radio-télégramme suivant: „Tiflis, au Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie. Au peuple Géorgien, 2 Janvier 1920. L'armée rouge de la Russie, formée grâce aux efforts héroïques des ouvriers et des paysans, après avoir battu Youdéritch et Koltchak, porte un coup décisif à la contre-révolution monarchique, en décimant les bandes des gardes blancs du général Dénikine qui bat en retraite en désordre sur Rostow-sur-Don. Le gouvernement des Social-Révolutionnaires s'adresse à la Géorgie et lui propose de commencer immédiatement des pourparlers avec le gouvernement des Soviet pour conclure une alliance militaire entre les deux commandements dans le but de s'unir pour vite achever les gardes blancs des armées de la Russie du Sud. Le gouvernement des Soviet considère de son devoir d'indiquer que la contre-révolution du Sud était et reste l'ennemi mortel non-seulement de la république russe de Soviet, mais de tous les petits peuples qui entrent dans la formation de l'ancien Empire de Russie. Dénikine est non-seulement l'ennemi de l'ouvrier et du paysan russe, mais aussi celui de l'ouvrier de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Nous sommes sûrs que les ouvriers et les paysans de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan sentent en lui leur ennemi; nous sommes également sûrs qu'ils attendent impatiemment le jour où la barrière mise par les gardes blancs entre la Russie des Soviet et le Caucase sera rompue et où l'on reprendra les relations entre des peuples qui vivaient autrefois dans les frontières d'un seul Etat. Il faut hâter ce moment; au coup porté au nord à Dénikine par les ouvriers et les paysans russes, il faut joindre un coup armé des ouvriers et des paysans de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

Nous nous adressons, avant qu'il ne soit trop tard, à la Géorgie et au peuple géorgien, en les exhortant à commencer la lutte contre Dénikine. Une juste compréhension des intérêts de l'Etat Géorgien et les intérêts socialo-politiques reconnus de ses classes dirigeantes doivent obliger la Géorgie à répondre à notre proposition N° 5.

Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères: **Georges Tchitchérine.**

Sécretaire du „Narkom“ des Affaires Etrangères: **Divilmorski.**

En réponse à cette offre, le Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie envoya, le 12 Janvier, au Commissaire National Tchitchérine, le radio-télégramme suivant: „Moscou, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères.—Le Gouvernement de la République Démocratique Géorgienne en réponse à votre offre d'entamer, de suite, des pourparlers avec le gouvernement des Soviet, et de conclure une alliance militaire entre les deux commandements dans le but de lutter, de concert, contre l'armée volontaire juge nécessaire de vous communiquer ce qui suit: la nation géorgienne, se basant sur l'idée que se fait incontestablement tout démocrate du droit qu'ont les peuples de statuer librement sur leur sort, par suite du vœu de son peuple, librement émis, a su organiser son existence sur les bases d'une indépendance démocratique d'Etat.

Sans se tromper une minute sur les véritables intentions de l'armée volontaire, la Géorgie a, maintes fois, à main armée, repoussé les attaques de l'armée volontaire qui essayait de forcer ses frontières et de noyer dans le sang la liberté et les conquêtes que le peuple géorgien s'était assurées durant la Révolution.

Actuellement encore, la Géorgie continue sur certains fronts à garder ses forces, prête, sans la moindre hésitation, à repousser toute tentative faite contre ses droits souverains et contre les frontières de la République de la Géorgie. Depuis le commencement de la guerre civile en Russie, le

peuple géorgien avait fermement et invariablement adopté une attitude de non-intervention dans cette lutte. Le ferme désir de conserver la neutralité dans cette lutte, est le parfait reflet de la volonté précise du peuple géorgien, qui ne voulait pas user ses petites forces et verser son sang hors des frontières de la République. De plus, la participation du peuple géorgien dans la guerre civile russe, eût été évaluée comme l'intervention dans les affaires intérieures de la Russie, de forces étrangères-non russes—ce qui aurait uniquement fait le jeu des éléments chauvins et eût un obstacle pour l'établissement de relations amicales entre les deux pays. Une intervention dans la guerre civile de Russie, eût entraîné les peuples de la Géorgie dans des complications militaires au-dessus de leurs forces, aurait ruiné la vie intérieure de la République, et engendré l'anarchie qui aurait épuisé les dernières forces du peuple, en fin de compte.

Prenant tout ceci en considération, le Gouvernement géorgien ne peut prendre aucune part, avec ses forces armées, dans la guerre civile russe. Le gouvernement Géorgien, dans sa politique extérieure, a toujours été guidé par le désir d'établir des relations normales avec tous les Etats, y compris la Russie, dans les grands centres de laquelle il avait ses représentants diplomatiques, jusqu'à ces temps derniers. Il espère, en fin de compte, que les deux Etats arriveront, par des pourparlers, à établir entre eux des relations de bon voisinage.

Ministre des Affaires Etrangères: **Guéguetchkori**, 12 Janvier 1920.

## Réponse du Gouvernement d'Azerbaïdjan à la Note de Tchitchérine.

Le Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan, en réponse à la proposition du gouvernement des Soviet de conclure une alliance militaire contre l'Armée Volontaire envoya le radio-télégramme suivant: „Moscou, Commissaire du

Peuple aux Affaires Etrangères. En réponse à votre radio-télégramme du 2 Janvier, que j'ai reçu le 6 Janvier, je vous fais part de ce qui suit: „Le peuple d'Azerbaïdjan, au cours de ces grands événements, au prix d'énormes sacrifices et de souffrances considérables, a obtenu sa liberté et son indépendance, en adoptant pour base de son organisation d'Etat, les fondements de la République démocratique. La République d'Azerbaïdjan est invariablement d'avis que chaque peuple a le droit incontestable d'organiser, à sa guise, son sort et son existence. C'est pourquoi le gouvernement d'Azerbaïdjan n'a jamais admis l'intervention d'étrangers dans les affaires de son peuple, et à son tour a toujours observé le principe de non-intervention dans la vie intérieure d'un autre peuple. Partant de ce principe, le gouvernement d'Azerbaïdjan considère, inadmissible pour lui, de se mêler dans la lutte du peuple russe, dans la question de l'organisation de sa vie intérieure. Etant un Etat neutre, la République d'Azerbaïdjan est néanmoins unanime dans sa décision de défendre sa liberté contre tout attentat de l'extérieur.

Voilà pourquoi le gouvernement d'Azerbaïdjan soutint une lutte opiniâtre contre les généraux de Dénikine, vu leurs continuels attentats contre l'indépendance du peuple d'Azerbaïdjan, et dans le but de mener à bien cette lutte, il a conclu une alliance militaire défensive avec le gouvernement de sa voisine, la Géorgie. La ligne de politique extérieure sus-mentionnée par le Gouvernement d'Azerbaïdjan, lui dicte l'établissement de bons rapports entre Azerbaïdjan et les peuples voisins, et c'est pourquoi le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan est prêt à entamer avec le Gouvernement de la Russie des Soviet des pourparlers pour l'établissement de rapports réciproques de bon voisinage entre les deux Etats.

Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan: Khoïsky“.

## Les Ministres d'Azerbaïdjan à propos de la note de Tchitchérine.

Le collaborateur du „Znamia Trouda“ a causé le 11 Janvier avec les Ministres de l'Agriculture et du Travail, sur les derniers événements, à propos du télégramme de Tchitchérine, et il explique ce qui suit:

„Le Gouvernement d'Azerbaïdjan ne s'est pas mis en rapport avec le Commandement britannique, au sujet de la proposition faite par le Pouvoir des Soviet aux Gouvernements de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, pour la conclusion d'une alliance militaire contre Dénikine, et n'a envoyé aucun radio pour prendre avis. Actuellement, on n'a pas encore donné de réponse au Pouvoir des Soviet.

Ce retard provient des pourparlers qui ont lieu avec la Géorgie. Les deux Gouvernements agiront dans ce cas solidairement et en parfait contact. Le 11 Janvier, est arrivé à Bakou, de la part du Gouvernement Géorgien, un courrier spécial avec les communications officielles indispensables. Il n'y a pas de doute que la réponse sera acceptable pour le Gouvernement des Soviet. A ce point de vue, il n'y a aucune divergence d'opinion parmi les membres du Gouvernement d'Azerbaïdjan. Quant à la délégation, arrivée de la part de Dénikine pour mener des pourparlers de paix, le Gouvernement d'Azerbaïdjan n'en avait nulle connaissance à la date du 11 Janvier. En ce qui a trait à une information parue dans la presse, au sujet de l'envoi à Paris d'une délégation présidée par Khan-Khoïsky, voici la vérité: le Gouvernement de l'Azerbaïdjan désire avoir ses représentants diplomatiques dans tous les centres importants d'Europe et d'Amérique. L'initiative de cette idée appartient à Khan-Khoïsky. De sorte que la question est décidée en principe mais la composition du personnel,—le choix des diplomates,—ne sont pas encore faits“.

## EN GEORGIE.

### A propos de la reconnaissance de la Géorgie.

Tiflis. 22/1.—Le Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie, Guéguetchkori a reçu, des chefs des Missions Française et Italienne, les communiqués suivants:

Tiflis, 18/1—1920.

„Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous transmettre ci-jointe la copie d'un télégramme reçu ce matin de mon Gouvernement.

A ce sujet je Vous prie d'accepter mes chaleureuses félicitations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération. **E. de Nonancourt.**

Télégramme reçu le 18 Janvier 1920:

„Le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères Alliées a décidé le dix Janvier de reconnaître comme Gouvernements de fait la Géorgie et l'Azerbaïdjan“.

„Tiflis 19/1.—Excellence, je viens de recevoir du gouvernement royal d'Italie un radio-télégramme dans lequel on me communique que dans la séance du Conseil Suprême du 11 de ce mois „il a été décidé que les principales Puissances Alliées et amies reconnaissent, dans une démarche collective, les gouvernements de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan comme gouvernements „de facto“.

Je suis fort heureux, en vous transmettant la décision du Conseil Suprême, dans ses propres termes, de vous réitérer l'expression de mes sincères félicitations et de mes meilleurs vœux pour l'avenir de la République Géorgienne.

Agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Colonel de l'Etat-Major, Chef de la Mission, **Gabba**“.

### Télégramme de l'Assemblée Constituante au Président de la Chambre des Communes de l'Angleterre.

Londres, Chambre des Communes. A Monsieur le Speaker.

Le Présidium de la Constituante de la Géorgie, constatant la joie indicible du peuple géorgien à l'occasion de la reconnaissance, par le Conseil Suprême, de l'indépendance de la Géorgie, envoie ses sincères salutations et sa profonde reconnaissance, par l'entremise de la Chambre des Communes au peuple britannique. C'est grâce à l'initiative du gouvernement britannique que la Géorgie doit être entrée dans la grande famille des peuples européens. La nation géorgienne ne doutait pas que la Grande-Bretagne, berceau de la liberté et patrie de la plus ancienne démocratie européenne, ne soutint la jeune démocratie géorgienne.

Le Présidium ne doute pas qu'à l'avenir, également, la Grande-Bretagne n'aille au-devant des justes efforts de la République géorgienne et ne lui tende une main secourable dans les moments difficiles.

Je vous prie d'agréer, en mon nom, Monsieur le Speaker, mes sincères salutations et l'expression de ma haute estime pour Votre personne.

Le premier adjoint du président de l'Assemblée Constituante de la Géorgie—**A. Lomtatzidzé.**

### La Mission civile Italienne en Géorgie.

Le Ministre des Affaires Etrangères a reçu de la part de la mission militaire Italienne à Tiflis la communication suivante:

„Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous communiquer que dans les premiers jours de février arrivera à Batoum avec un paquebot spécial une mission civile italienne, composée à peu près de 35 personnes.

Cette mission se base sur une très importante organisation, pourvue de forts

capitaux: elle se propose dans le plus bref délai de temps possible l'exécution d'un plan complet de travail économique, industriel et commercial en Transcaucasie.

Quoique l'initiative soit privée, elle est très vivement appuyée par le Royal Gouvernement Italien; à la tête de la mission sont placées deux hautes personnalités de notre monde industriel et financier: le Sénateur S. E. Conti, industriel et ancien secrétaire général aux armes et munitions de guerre, S. E. le Commandeur Volpi, financier et un des négociateurs de la paix de Lausanne.

J'attends de recevoir d'Italie des renseignements plus précis sur le jour de l'arrivée du paquebot spécial à Batoum, sur le plan de travail et la repartition des tâches entre les membres de la mission: ils seront par mes soins portés à Votre connaissance.

La Mission Militaire Italienne, de laquelle je suis le Chef, heureuse d'avoir, pendant neuf mois de son travail, noué de très bonnes relations politiques et économiques entre la République Géorgienne et le Royaume d'Italie, exprime la confiance que la nouvelle mission pourra avec l'aide et la collaboration des Gouvernements des Républiques Transcaucasiennes accomplir exactement ses travaux économiques, industriels et commerciaux dans le but suprême de la prospérité des deux Pays.

### Décisions de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie.

Tiflis, 22 Janvier. Conférence des Ministres des Affaires Etrangères de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie.

Ces jours-ci a eu lieu, à Tiflis, la conférence des trois Ministres des Affaires Etrangères: de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie: F. Khan-Khoïsky, A. I. Khatissoff et E. P. Guéguetehkori. Les Ministres ont élaboré le plan suivant que

chacun s'engage à faire accepter à son gouvernement. I.—Affirmer encore une fois que toutes les questions en litige doivent être tranchées non par la force des armes, mais par voie de consentement ou d'arbitrage; les trois gouvernements doivent prendre des mesures énergiques pour mettre en pratique ces décisions et pour arriver à ce but.

2.—L'idée de l'indépendance des trois républiques transcaucasiennes exige impérieusement de proclamer encore une fois, que les trois républiques défendront leur indépendance contre toute attaque en se prêtant mutuellement tout le concours possible dans cette lutte pour la défense de leurs droits souverains. 3.—Il est prouvé que les intérêts vitaux des trois républiques transcaucasiennes leur dictent une étroite union dans le but d'éviter des malentendus et des discussions possibles, et afin de coordonner leurs dispositions d'ensemble. Dans ce but, la conférence des trois Ministres juge particulièrement indispensable d'avoir des sessions permanentes et régulières des délégués des trois gouvernements, qui siégeront, à tour de rôle, à des époques fixées d'avance, dans les capitales des trois républiques.

## CAUCASE DU NORD.

### Destruction de six villages en Ossétie.

Le colonel Firsoff, chef du détachement chargé de châtier l'Ossétie pour refus de mobilisation, a bombardé et entièrement détruit six villages de l'Ossétie dont nous ne connaissons que Ardon, Zilgui et Nogkaou.

Les cosaques du Terek sont tous mobilisés; il ne reste dans les stanitzas que les enfants et les vieillards. Tous les autres sont mobilisés et envoyés au front. La mobilisation générale est décrétée pour toutes les tribus montagnardes et est appliquée avec la plus grande sévérité.